

Bulletin d'histoire politique

La connaissance de l'histoire est indissociable de la culture et de la citoyenneté

François Lemieux



Volume 5, numéro 1, automne 1996

L'enseignement de l'histoire au Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063586ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063586ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lemieux, F. (1996). La connaissance de l'histoire est indissociable de la culture et de la citoyenneté. *Bulletin d'histoire politique*, 5(1), 55–58.
<https://doi.org/10.7202/1063586ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La connaissance de l'histoire est indissociable de la culture et de la citoyenneté.

•••

François Lemieux,
avocat et président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Lors de son passage devant la Commission des États généraux de l'éducation, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal réclamait que l'histoire soit au coeur de l'enseignement au Québec. Voici quelques extraits de son mémoire.

Une condition essentielle d'éducation à la citoyenneté

La dévalorisation dont souffre l'enseignement de l'histoire dans notre société, de même que le peu d'importance, de temps et de moyens qu'on lui accorde à tous les niveaux du système d'éducation, entraînent comme conséquence aussi inévitable que désolante qu'une large partie des citoyennes et des citoyens du Québec possèdent aujourd'hui une culture et une conscience historiques pauvres, sinon inexistantes.

Contrairement au Québec où, dans la foulée du rejet du passé et de la modernisation rapide entreprise par notre société à compter des années 60, on s'est désintéressé de l'histoire au point de rétrograder en bonne partie celle-ci au rang des matières optionnelles du curriculum scolaire, dans nombre de pays, notamment au sein de nations comme la France et les États-Unis, l'éducation à l'histoire est l'objet de constantes préoccupations. Elle suscite des débats publics passionnés. Elle est aussi soumise à des évaluations et à des révisions régulières.

Ce ne peut être non plus un hasard si, parmi les caractéristiques des États totalitaires, on retrouve une volonté manifeste de priver la population de sa mémoire historique, de contrôler le contenu et la diffusion de ce savoir, de l'adapter aux finalités propres des dominants.

En fait, il existe de par le monde un large consensus pour soutenir que l'enseignement de l'histoire joue un rôle éducatif et social indissociable de la démocratie: celui de former les citoyennes et les citoyens. Ce lien entre qualité de la vie démocratique et connaissance de l'histoire est abondamment documenté par de nombreuses recherches et analyses.

Ici même au Québec, des recherches, notamment celle réalisée par le professeur Robert Martineau au début des années 80 auprès d'étudiantes et d'étudiants de secondaire V, ont démontré qu'il existe une réelle corrélation statistique entre le degré de socialisation politique des jeunes et l'influence des cours d'histoire suivis durant leurs études.

Privé de l'étude de l'histoire et, de ce fait, dépossédé de tout savoir et de tout sens historiques, un individu ne peut que difficilement développer son indépendance et sa capacité de raisonnement libre et critique.

Sans culture historique, seule capable de lui permettre de les relativiser par une connaissance et une compréhension de leurs origines, comment pourrait-il se libérer des mythes, des superstitions, des clichés, des préjugés et des stéréotypes qui représentent une part de notre héritage humain ?

Comment pourrait-il interpréter et situer dans leurs contextes les nouvelles, les faits, les images et les déclarations instantanés dont le bombardent sans relâche les médias d'information de masse ? Comment pourrait-il donner un sens à cette actualité omniprésente, à ce présent qui semble désincarné de tout passé ? Comment pourrait-il se prémunir contre les interprétations obscures et les discours démagogiques fondés sur l'ignorance ou la méconnaissance de l'histoire ?

Comment pourrait-il comprendre les réalités économiques, politiques et culturelles de son pays et agir sur ces réalités, s'il n'en connaît ni les origines, ni l'évolution ? Comment pourrait-il jeter un regard nuancé sur les situations qu'il rencontre et porter un jugement éclairé sur les problèmes qui le confrontent s'il les croit sans précédents et s'il ne peut tirer les leçons du passé ?

Comment pourrait-il dominer sa peur des autres et du changement s'il n'a pas appris que la différence, la dissidence, le débat, l'opposition et les remises en question sont des caractéristiques de la démocratie et ont toujours été des éléments précieux et incontournables de l'évolution des êtres humains et des sociétés ?

Poser ces questions, c'est y répondre. L'acquisition d'une culture et d'une conscience historiques constituent des conditions déterminantes de l'accession éminemment souhaitable du plus grand nombre possible d'individus à une citoyenneté responsable.

Une dimension fondamentale de la culture publique commune

L'étude de l'histoire et l'acquisition d'une conscience historique ne sont pas uniquement des instruments de liberté et de responsabilité pour les individus leur permettant de devenir des citoyennes et des citoyens à part entière.

Elles sont aussi, dans la mesure où tous les individus qui la composent partagent une culture historique commune, de puissants outils pour développer la nécessaire solidarité dans une société.

L'enseignement de l'histoire contribue de manière importante à la formation de l'identité individuelle et collective. Cette fonction identitaire de l'histoire, souvent interrogée et parfois même dénigrée à cause de ses dérives hégémoniques potentielles et des risques d'exclusion qu'elle comporte, n'en demeure pas moins une réalité incontournable.

Aujourd'hui tout autant qu'hier, il ne paraît guère possible de répondre aux questions «Qui suis-je?» et «Qui sommes-nous?», ni même aux «Où vais-je?» et «Où allons-nous?», sans se demander, dans un effort systématique d'étude et de réflexion et par une utilisation adéquate de la méthode scientifique, «D'où viens-je?» et «D'où venons-nous?».

En ce sens, au Québec comme ailleurs, l'enseignement de l'histoire en général et de l'histoire nationale en particulier — non pas une histoire officielle étatique conçue à des fins politiques mais, en l'occurrence, une histoire du peuple québécois présentée dans une perspective pluraliste et démocratique, intégrant l'histoire des autochtones, de la communauté anglaise, des vagues successives d'immigration, des femmes et des divers groupes sociaux, une histoire également ouverte et liée à l'histoire du Canada et de l'Amérique du Nord, de même qu'à l'histoire universelle — constitue un pré-requis indispensable à la mise en oeuvre d'une culture publique commune susceptible de constituer les assises de notre identité collective.

Cela s'avère d'autant plus important dans une société telle la nôtre qui ouvre largement ses portes à l'immigration. Elle se doit, pour assurer une

cohésion minimale, de transmettre aux nouveaux arrivants une connaissance appropriée de leur société d'accueil — connaissance qui passe nécessairement par un apprentissage de son histoire — de sorte qu'ils puissent s'y intégrer de façon harmonieuse et contribuer pleinement au développement de la culture à laquelle ils viennent se joindre.

Qui plus est, fondé sur une approche démocratique, critique et interculturelle, l'enseignement de l'histoire nationale en lien avec celle de l'humanité est sans doute un des moyens les plus pertinents et les plus utiles pour promouvoir le pluralisme qui caractérise la société québécoise et la tolérance qui est une de ses valeurs dominantes.

L'enseignement de l'histoire représente donc une dimension fondamentale de l'élaboration d'une culture publique commune sans laquelle nulle solidarité ne peut voir le jour et s'épanouir dans une société moderne.

Dans un monde et à une époque où tant d'éléments concourent à réduire les êtres humains à des individus déracinés, isolés, centrés sur eux-mêmes et occupés à vivre l'instant présent sans aucune perspective historique, l'enseignement de l'histoire constitue un antidote puissant à l'atomisation individuelle et à la démission collective.

Le défi de l'enseignement de l'histoire est en somme de former des citoyennes et des citoyens à la fois libres, responsables et solidaires.